

## CHAPITRE

# 1

# Observations du vérificateur général par intérim, M. Michel Samson



# Mandat élargi pour la vérification de l'optimisation des ressources

---

Modification à la *Loi sur le vérificateur général* (14 juin 2013)

- Possibilité d'effectuer des VOR auprès des « entreprises » du gouvernement sans entente préalable avec le conseil d'administration
- Une exception : Caisse de dépôt et placement du Québec

Impact de cette modification législative

- Intervention possible en VOR sans entente dans une vingtaine d'entités additionnelles
- Amélioration du contrôle parlementaire envers ces entités

# Mandat élargi pour la vérification de l'optimisation des ressources (suite)

Cinq des entités concernées par la modification à la loi

**Tableau 1** Entités concernées par la modification à la loi

	Effectif	Dépenses (M\$)	Siège social
Hydro-Québec	21 600	9 492	Montréal
Société des alcools du Québec	7 500	1 874	Montréal
Société des loteries du Québec (Loto-Québec)	6 500	2 328	Montréal
Commission de la construction du Québec	1 080	124	Montréal
Autorité des marchés financiers	680	91	Québec

Source : Données des rapports annuels de gestion des entités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ou le 31 mars 2013.



# Mandat élargi pour la vérification de l'optimisation des ressources (suite)

---

## Défis et enjeux

- minimiser l'impact sur les travaux actuels du VGQ
- respecter les engagements de notre planification stratégique 2012-2015 (secteurs d'intervention prioritaires)
- et accroître la force de travail à Montréal.

## Démarches en cours

- évaluation de l'ampleur du travail additionnel
- intégration à la stratégie d'intervention en VOR (cycle de 5 ans)
- et discussions avec le Secrétariat du Conseil du trésor et le Bureau de l'Assemblée nationale sur les scénarios possibles.